



PRÉFET DE L'AIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Recommandé avec accusé de réception

Bourg-en-Bresse, le 28 mai 2021

Affaire suivie par : Philippe Antoine
DREAL – UD Ain – Subdivision 2
Tél. : 04 74 45 81 14
Courriel : philippe.antoine@developpement-durable.gouv.fr
Référence : 20210528-LET-ND-019

Madame la directrice,

J'ai effectué le 17 mai 2021 un contrôle de votre établissement situé sur la commune de Blyes.

En application des articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint copie du rapport établi à l'issue et que je transmets à madame la préfète de l'Ain.

Cette visite d'inspection a mis en exergue les non-conformités détaillées dans le rapport joint.

Au vu des constats effectués au cours de l'inspection, je vous informe que l'inspection des installations classées a proposé à madame la préfète de l'Ain de faire application des dispositions de l'article L.171-8.I du code de l'environnement et de vous mettre en demeure de respecter les dispositions détaillées dans le rapport d'inspection joint.

Conformément à l'article L.514-5 du code de l'environnement, vous pouvez faire part, par écrit, de vos remarques et observations sur le rapport et son annexe joints ainsi que sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure proposé à madame la préfète de l'Ain, sous un délai d'un mois, à l'adresse suivante :

Préfecture de l'Ain
Bureau de l'environnement / DCAT
45 avenue Alsace-Lorraine
01 012 Bourg-en-Bresse cedex

Passé ce délai d'un mois, madame la préfète sera amenée à considérer que vous n'avez aucune observation à formuler vis-à-vis des propositions faites.

Société SICO
400, allée des combes
01150 Blyes

En outre, je vous saurai gré de bien vouloir me tenir informé, dans un délai maximum d'un mois, des suites que vous donnerez à cette visite d'inspection en fournissant un plan d'actions visant à remédier à l'ensemble des non-conformités constatées.

Ce plan d'actions devra respecter les délais mentionnés dans le rapport ci-joint.

Sauf réserve de votre part motivée sous un délai de quinze jours par des considérations prévues par la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et des articles L.110-1.4°, L.124-1, L.125-1, L.125-4 et L.521-7 du code de l'environnement, le rapport de contrôle joint au présent courrier sera publié sur le site Internet de l'inspection des installations classées.

Je vous prie d'agréer, Madame la directrice, l'expression de ma considération distinguée.

l'inspecteur de l'environnement